

École, résiste! Montre que tu existes!

RÉSISTER, v.t. ind. [à] (lat. *resistere*, se tenir ferme).

1. Ne pas céder sous l'action d'un choc, d'une force.

Dans un environnement de surconsommation médiatisée, l'école-peut-elle plier sans se rompre?

2. S'opposer à l'action violente, à la volonté de qqn, d'un groupe, etc.

Face à des demandes parentales et patronales de savoirs et de compétences immédiatement utiles, l'École peut-elle éviter de jouer l'éponge?

3. Lutter contre ce qui attire, ce qui est dangereux.

Quand la dictature des marques (de vêtements, de matériel scolaire, de sodas, de GSM...) envahit les cours et les classes, l'École peut-elle s'abstenir d'effectuer des choix?

4. Tenir ferme, supporter sans faiblir.

Lorsque le (quasi)marché scolaire induit des concurrences entre établissements et la hiérarchisation des filières d'études, l'École peut-elle soutenir des politiques de solidarité?

Toutes ces pressions à connotation majoritairement économique sont aujourd'hui bien présentes dans le monde scolaire. Au-delà de leur analyse ou même de leur dénonciation, l'École peut-elle "passer à l'acte": face à la main (in)visible du marché, se livrer à une sorte de bras de faire?

FRANÇOIS TEFNIN

Photo: François TEFNIN

- **QUESTIONS** L'humain, envers et contre tout
- **REGARD ENSEIGNANT** L'école n'est pas une pomme!
- **ALTERNATIVE** Tout le monde y gagne!
- **INITIATIVE** Collations équitables
- **FORMATION D'ADULTES** Une promotion qui se veut très sociale

QUESTIONS

L'humain, envers et contre tout



Photo: François TEFNIN

Objet de toutes les attentes, chargée de missions contradictoires, l'école n'en finit pas de se demander quel est encore son rôle.

Consacrées cette année à la transmission, les "Semaines sociales" parisiennes ont donné matière à penser. Pour ouvrir ces journées, Maurice BELLET, philosophe, théologien et psychanalyste, a d'emblée mis à nu la racine de bien des maux.

C'est là que l'école pourrait sans doute trouver un nouveau souffle.

"Être soi, se construire": l'impératif est omniprésent dans la culture contemporaine. C'est même un principe philosophique aussi vieux que la pensée: "L'être humain, une fois né, doit pourtant encore naître à son humanité", assure **Maurice BELLET**. Et d'ajouter: "Affaire de pédagogie, de bonnes méthodes éducatives, de judicieux programmes? Sans doute. Mais tout cela est second, absolument second, par rapport à la question primordiale: qu'est-ce qui fait notre propre vie, qu'est-ce qui lui donne goût et force?". Les savoirs, si pointus soient-ils, ne permettent guère de répondre à ces questions. Cependant, ils assurent un socle solide à la construction de l'humain: "Savoir lire permet de lire, savoir raisonner permet de circuler dans les sciences, parler plusieurs langues permet d'entrer dans des univers différents, etc. Dans la diversité même des cultures et les limites inévitables, n'est-ce pas là comme une première communion humaine?".

FRAGILITÉS

Pour autant, les connaissances et ce qu'on appelle familièrement la "culture" ne sont pas, par elles-mêmes, des garanties d'humanité. Maurice BELLET rappelle ici la formule du philosophe **George STEINER**: la culture ne protège pas de la barbarie. "Il y avait chez les nazis, insistait-il, de bons musiciens, d'excellents scientifiques, des médecins compétents. Et il se trouve, aujourd'hui même, d'éminents spécialistes dont l'inhumanité est elle aussi éminente: incapables d'écouter et d'entendre, féroces envers leurs proches, manipulateurs, avides de pouvoir et d'argent, apprentis sorciers que la fabrication du pire n'effraie pas, si elle leur donne les joies de la découverte et des moyens de réussite".

Propos exagérément pessimistes? On pourra le penser, reconnaît le philosophe, qui souligne pourtant que *"l'humain n'a pas disparu; il vit et se transmet, et fait que parmi les jeunes générations, il y a autant d'espoir de vie, de vie humaine, que naguère ou autrefois"*.

Il convient pourtant d'être lucides: *"Le train où va le monde risque bien de nous mener vers un mur ou vers un trou, et il y a assez de symptômes de la fragilité de ce monde actuel pour s'en inquiéter"*. Parmi ces fragilités, le psychanalyste pointe tout particulièrement une forme de mal-être diffus, larvé, à l'œuvre souterrainement dans bien des vies, y compris les plus réussies en apparence. *"C'est là. Mais, par rapport à d'autres périodes, c'est comme sous anesthésie. Même si ça déferle dans les médias, information ou fiction, c'est comme si cela n'entamait pas le joyeux entrain du jeu universel"*. Le bonheur comme religion unique: après d'autres, Maurice BELLET met à nu la racine de ce qui est devenu une forme d'évidence: *"C'est toute la puissance de la religion sans la référence à Dieu, à moins qu'on ne le nomme comme en l'Évangile: Mammon, l'Argent. Cette religion-là, bien sûr, a son credo, son culte, sa morale. Elle veut, en particulier, que nous soyons heureux; c'est-à-dire que nous devons en tout cas en avoir l'air et que les détresses métaphysiques comme les questions abyssales relèveraient désormais de la pathologie ou de la préhistoire"*.

TRANSMETTRE UNE RELATION

Dans ce contexte, estime M. BELLET, ce qu'on appelle le "retour du religieux" est un symptôme parmi d'autres, celui d'un besoin plus fondamental. *"Nous habitons un monde désenchanté; et le réenchanter avec nos théories et nos produits ne va pas de soi. La faim en l'homme n'est pas seulement faim de pain ou de viande, mais d'une parole qui l'autorise à être"*. Dans une société de compétition féroce, comment être humain - et humain avec d'autres humains? Tel est en effet le besoin premier, présent au cœur de tout homme, de toute femme. *"Qu'est-ce qui fait humaine la vie humaine? C'est que l'être humain soit accepté, reconnu, écouté, nourri de présence, d'affection, de parole;*



Maurice BELLET

enfin, lâchons le mot parce qu'il n'y en a pas d'autre, ce dont l'être humain a besoin, c'est d'amour, assène BELLET. Ce que nous avons à transmettre, ce n'est pas seulement tel bien, tel savoir, telle conviction, telle technique. C'est une relation, qui court parmi les humains, qui passe de génération en génération, comme le bâton témoin dans une course de relais". Mais attention: l'amour dont il est ici question n'a rien du "bavardage sentimental"! *"C'est le tout à fait minimum: que chaque humain soit considéré comme humain, et non comme une bête, une chose, mais c'est aussi le maximum: une humanité faite d'humains qui sont les uns pour les autres accueil, bienveillance, respect, écoute réciproque, tendresse mutuelle, non-jugement..."*. Et le philosophe d'ajouter: *"L'amour vous paraît simple et niais? Essayez donc de vous y mettre, dans cette dimension-là..."*.

MÉMOIRE ET RAISON

Dans cette œuvre d'humanisation, la mémoire occupe un rôle central: *"Nous savons désormais qu'il n'est d'avenir qu'à proportion de la mémoire qu'on sait garder; sinon le temps compressé, haletant, devient cette surface glissante où ne compte plus que l'immédiat, le court terme"*. C'est là que peut trouver place et sens ce que Maurice BELLET appelle les grandes paroles initiatrices. Celle de l'Évangile, bien évidemment, mais elle n'est pas la seule. Qu'y a-t-il, par là, qui ne doit pas mourir, qu'il faut absolument garder et transmettre? Et pas comme un contenu à répéter, mais bien comme une source à redécouvrir... L'enjeu n'est pas la survie de telle ou telle religion, mais bien de trouver, dans ces paroles premières,

de quoi penser le développement de l'humain en l'homme. *"Nous devons avoir le courage de dépasser les remuements de la surface, de risquer le long et le très long terme. C'est-à-dire: nous devons avoir le courage de penser, dans une société où il semblerait, à certains symptômes, que penser, ce qui s'appelle penser, devienne de plus en plus difficile"*. Plaidoyer pour un travail de la raison, non seulement dans le champ des savoirs, mais encore dans tout ce qui concerne l'humain - ce que le Congrès du SeGEC, en 2002, appelait la "raison large". Notre monde est apparemment régi par deux principes: *"Tout est possible, tout est permis: principes ô combien séduisants mais qui, si nous y sommes livrés sans reste, sont proprement délirants"*. C'est pourquoi, l'œuvre d'éducation s'apparente désormais à une forme de résistance critique. Et dans cette œuvre, l'école a un rôle fondamental à jouer.

ÊTRE CAPABLES D'AVENIR

En effet, conclut M. BELLET, s'il ne s'agit pas de nourrir une adhésion aveugle au monde tel qu'il va, il ne s'agit pas davantage de le mépriser. L'éducation se doit désormais d'envisager le long terme. Ce qu'il faut transmettre, c'est essentiellement *"une attitude, l'attitude juste. C'est, d'abord, la lucidité; le courage, sans faiblesse, de faire la vérité, de voir ce qu'il en est. C'est aussi, dans ce qui reste de marge, faire tout ce qui est dès maintenant possible, par rapport aux grandes exigences du respect de la nature, du respect de l'homme, de l'égalité, de la solidarité, de la préservation de l'avenir - et il apparaît que nous pouvons sans doute faire beaucoup plus que nous ne croyons"*. Le philosophe trace la voie en trois propositions: réaliser le possible, préparer le souhaitable, discerner le nécessaire. *"Le problème-clé de la transmission, c'est que nous soyons capables d'avenir, vivant non seulement au jour le jour et résignés au train des choses, mais portant une espérance qui sera ressentie comme ce qui donne le gout de vivre"*. Voilà qui consonne fortement avec le projet développé dans notre réseau! ■

MYRIAM TONUS

REGARD ENSEIGNANT

L'école n'est pas une pomme!

Jamais l'école ne pourra être assimilée à un bien de consommation. Il s'agit d'un service particulier qui fonctionne avec d'autres règles. Les enseignants qui assurent ce service agissent dans une perspective de long terme et non pour une satisfaction immédiate des élèves et des parents. Et les difficultés que rencontre notre société ne facilitent pas leur travail.

Depuis l'après-guerre, notre société a évolué progressivement vers une consommation de masse afin de permettre à une large population l'acquisition de biens et de services. L'éducation n'échappe pas à ce courant.

L'ÉCOLE N'EST NI UNE POMME...

Aller à l'école est-il assimilable à l'achat d'une pomme ou au fait de prendre le métro? Vous pourriez répondre qu'il est aussi important de s'alimenter que d'apprendre à compter ou d'être capable de comprendre le mode d'emploi de votre appareil photo numérique.

Les économistes peuvent nous aider à différencier l'achat d'une pomme du fait d'aller à l'école. L'information mise à disposition des consommateurs que sont les élèves et, à travers eux les parents, est imparfaite. Pour pouvoir choisir, il est nécessaire de disposer d'une information aussi large que possible. Mais les parents ne sont pas toujours conscients des effets bénéfiques de l'enseignement sur les chances d'insertion professionnelle de leurs enfants et, plus largement, sur l'attractivité de leur région. En effet, niveau des diplômes et types de qualifications disponibles encouragent les investissements.

Même en imaginant qu'ils disposent d'une information suffisante, les élèves, leurs parents mais aussi les employeurs potentiels souffrent de myopie. Les consommateurs négligeraient leur propre intérêt à long terme au profit d'une satisfaction immédiate, et rien n'assure qu'ils tiendraient compte des effets de leur choix sur la société dans son

ensemble. L'école ne doit donc pas répondre à toutes les demandes qui lui sont adressées. L'objectif n'est pas le "tout, tout de suite". Il faut maintenir une visée de long terme et l'idée d'un service à la collectivité tout entière.

Baudouin MEUNIER¹ dira que l'enseignement est un service tutélaire. Expression à ne pas entendre comme une mise sous tutelle parce que les écoles seraient incapables de remplir leur mission. Il s'agit plutôt de créer un contexte qui permette d'assurer le service à rendre. C'est pourquoi, l'État intervient sur le marché de l'enseignement, notamment en rendant l'école obligatoire, en contrôlant le coût de la scolarité ou encore, en exerçant un contrôle sur la qualité des enseignements.

...NI UN ÉLECTRON LIBRE

L'école peut-elle pour autant fonctionner en électron libre? *La consultation des enseignants* de **VAN CAMPENHOUDT** et **FRANSSSEN** réaffirme que "l'école n'est pas une instance flottante au-dessus de la société et qu'elle représente un sous-système socio-culturel..."². Par conséquent, "l'école rencontre aussi des difficultés à gérer les problèmes sociaux et humains que la société lui envoie, notamment à travers les parents et ses élèves"³. Selon leurs caractéristiques, les familles perçoivent différemment le besoin d'éducation de leurs enfants et choisissent de s'adresser à telle ou telle école. Ces comportements ont favorisé une ségrégation du système scolaire avec des publics scolaires différents selon les filières et

les établissements. Certaines écoles luttent contre ce phénomène. C'est, par exemple, le cas quand des écoles secondaires invitent des écoles supérieures à présenter les formations et leurs débouchés, ou encore le rôle du Conseil social dans les Hautes Écoles.

ET LES ENSEIGNANTS DANS TOUT ÇA?

Branka CATTONAR⁴ a interrogé des enseignants dans trois écoles du réseau libre confessionnel de Bruxelles choisies pour leur public

ils l'ont dit

"C'était troublant à l'époque, parce que parfois j'avais cours là-bas (école D+) et ici (école d'enseignement général) sur la même journée... Donc sur la même journée, je changeais de monde. C'était assez troublant, parce qu'ici je faisais des sciences, là-bas j'allais faire un peu d'éducation".

Une enseignante dans une école "privilegiée"

(cf. thèse de B. CATTONAR, p. 297)

"Ces innovations ne sont d'ailleurs pas que le fait de la réforme; elles sont d'abord le fait des enseignants eux-mêmes qui, individuellement ou en équipe, travaillent au quotidien, cherchent des méthodes, se forment, discutent avec les parents..."

(cf. *La consultation des enseignants du fondamental*, p. 49)



Photo: Guy LAMBRECHTS

scolaire contrasté. Comment les enseignants conçoivent-ils leur métier et leurs conditions de travail? L'identité professionnelle des enseignants est constituée d'un noyau central commun à tous les enseignants: enseigner des savoirs, travailler en relation avec les élèves et leur apprendre des valeurs humaines, mais aussi à devenir adulte. S'ils se reconnaissent éducateurs, les enseignants interrogés rejettent, en revanche, le fait d'apprendre aux jeunes à se conduire en société. Au-delà de cette conception commune, chacun construit sa propre identité enseignante en fonction de ce qui est vécu dans et hors de l'école.

Dans l'établissement qui n'offre que du général, le métier apporte à ces enseignants une grande satisfaction, et surtout un enrichissement intellectuel. Les difficultés qu'ils rencontrent sont liées principalement au manque d'intérêt de certains élèves pour le cours et au mépris social que ces derniers peuvent avoir à leur égard. Pour l'école "moyenne" et l'école "difficile", il n'est plus question de parler de satisfaction intellectuelle. Les enseignants se retrouvent

dans l'obligation de remplir un rôle de socialisation des élèves et de gestion de la discipline. Il s'agit parfois de réconcilier les jeunes avec eux-mêmes pour créer les conditions qui permettent d'enseigner une matière. Et ça, pour eux, ce n'est pas du "vrai" travail.

Tous les enseignants ne ressentiront pas les mêmes tensions entre leur conception du métier et leur vécu dans les écoles, mais certains doivent effectuer une conversion identitaire d'autant plus nécessaire lorsqu'ils travaillent dans des écoles qui accueillent les élèves marqués par les difficultés de notre société. La nouvelle représentation qu'ils auront de leur travail sera ainsi mieux adaptée à ce qu'ils vivent à l'école.

La sociologue constate également que les pratiques pédagogiques qui sont valorisées par les enseignants diffèrent entre ces trois écoles. Pour présenter les extrêmes, si la principale préoccupation des uns est de donner cours en intéressant les élèves, les autres auront plutôt recours à des méthodes pédagogiques participatives.

RÉSISTER

Le travail et les conditions de travail des enseignants sont donc fortement liés au contexte de l'établissement et de la filière. Ils ne sont pas tous égaux. Résister, c'est être capable d'adapter la manière de concevoir son métier, de diversifier et d'innover dans ses pratiques, mais c'est aussi garder à l'esprit que les demandes qui sont adressées à l'école ne s'accordent pas toujours avec ce que **Philippe MEIRIEU** appelle le "bien commun scolaire"⁵. ■

BÉATRICE GEORGERY

1. Baudouin MEUNIER, *Le management du non-marchand*, Economica, 1992.
2. Luc VAN CAMPENHOUDT et Abraham FRANSSSEN, *La consultation des enseignants du secondaire*, mai 2004, p. 22.
3. Luc VAN CAMPENHOUDT et Abraham FRANSSSEN, *La consultation des enseignants du fondamental*, mai 2004, p. 57.
4. Branka CATTONAR, *L'identité professionnelle des enseignants du secondaire. Approche biographique et contextuelle*, UCL, 2005 (thèse de doctorat).
5. Philippe MEIRIEU, "L'école du bien commun" in *Libération*, 25 novembre 2003.

ALTERNATIVE

Tout le monde y gagne!

Les mini-entreprises créées dans les écoles épousent souvent les formes de la société commerciale.

Il existe cependant une alternative: les mini-entreprises à vocation sociale ou coopérative.

Mettre en place et gérer une mini-entreprise, c'est l'occasion pour les élèves du secondaire de se frotter aux réalités du terrain et de développer leur esprit d'initiative. Durant une année, ils vivent au rythme des AG, de la confection et de la vente de produits. Et cela prend encore une autre dimension lorsque les élèves choisissent de mettre en place une mini-entreprise à finalité sociale.

BÉNÉFICE POUR TOUS

Au Collège du Christ-Roi à Ottignies, **Martine MAIGRET**, enseignante en langues, encadre les élèves dans des projets de ce type depuis 3-4 ans. Faisant partie de l'équipe de pastorale scolaire et de la cellule nord-sud au sein de l'école, elle a suggéré aux élèves de lancer une mini-entreprise à finalité coopérative, et ceux-ci ne se sont pas fait prier.

"Durant l'année scolaire 2003-2004, explique-t-elle, un groupe d'élèves est parti en voyage au Vietnam avec l'ONG «Mekong Plus». Par la suite, pour concrétiser ce voyage de jolie manière, les élèves ont choisi de vendre ici de l'artisanat de femmes vietnamiennes (sacs, foulards...) fabriqué là-bas. Le problème était que, dans une mini-entreprise, les élèves sont censés s'occuper de tout, y compris de la fabrication des produits vendus. Cela n'était pas le cas ici, mais le projet a tout de même été accepté par l'asbl «Les Jeunes Entreprises»¹. Et tant mieux,

responsable, **Patricia GILBART**, professeur de sciences économiques, explique qu'ici, les élèves ont vendu des objets qu'ils ont fabriqués eux-mêmes tels que plumiers, recouvrements pour classeurs ou bougies artisanales. Et cette fois, tandis que les mini-entreprises et



Quand artisanat vietnamien et mini-entreprise se rejoignent...

car cela a très bien fonctionné! Chaque élève avait ses propres responsabilités et a pu, à cette occasion, mener une réflexion sur le commerce équitable. Tous les bénéfices ont ainsi été reversés à l'ONG, y compris les parts des actionnaires!". Martine MAIGRET évoque aussi l'aide des parents, d'ailleurs souvent entrepreneurs eux-mêmes, ainsi que le soutien d'un conseiller technique bénévole, désigné par l'asbl "Les Jeunes Entreprises".

DIMENSION HUMAINE

Au Collège St-Michel de Bruxelles, les élèves ont également opté, ces dernières années, pour une mini-entreprise à finalité sociale. La

les actionnaires conservaient chacun un tiers des bénéfices, le dernier tiers était destiné à des initiatives comme l'association "École à l'hôpital", les banques alimentaires ou un orphelinat en Roumanie.

Patricia GILBART rappelle enfin que les mini-entreprises ne sont jamais obligatoires, et que les élèves sont toujours volontaires quand ils se lancent dans un tel projet: "Ils apprennent énormément au niveau de la dimension humaine, de la vie de groupe. Et ils sont même encore plus motivés de par ce caractère social!" ■

BRIGITTE GERARD

1. www.lesjeunesentreprises.be

INITIATIVE

Collations équitables

Photo: François TEFNIN



Les tartines au choco - Oxfam, bien sûr! - ont remplacé les chips.

Résister à l'école peut prendre des formes très diverses. Comme le fait d'opter pour un distributeur Oxfam plutôt que pour un classique distributeur de coca. Mais cela a aussi un prix.

C'est ce qu'explique Jean-Marie BRUYNDONCKX, directeur de l'Institut Saint-Dominique à Schaerbeek.

Depuis plusieurs années, un magasin Oxfam était ouvert dans l'école. Géré par vingt élèves et deux enseignants, il proposait notamment des "dix heures", mais pas de boissons. Pour se désaltérer, élèves et enseignants s'en remettaient donc aux habituels distributeurs de coca.

Comment l'école en est-elle arrivée à les enlever et à gérer d'une manière complètement différente son approvisionnement? "Cela est dû à la combinaison de plusieurs facteurs, explique le directeur. Via les conseils des élèves, ceux-ci ont fait savoir qu'ils étaient demandeurs d'autre chose que de coca. Nous devons faire face, par ailleurs, à la gestion des déchets. Malgré nos efforts, on retrouvait des

cannettes vides un peu partout dans l'école. Ça ne pouvait pas durer! Troisième facteur, toute l'école a été amenée à travailler sur un projet «santé» On s'est penchés sur le problème des assuétudes, puis cela s'est élargi à la problématique du bien-être en général, incluant notamment la question d'une alimentation saine. Nous avons alors décidé d'évacuer de la cantine tout ce qui était mauvais pour la santé". Oubliés les pains au chocolat, les pains-sauccisses et autres pizzas. Les distributeurs de coca n'ont pas tardé à prendre le même chemin. C'est à ce moment-là qu'Oxfam a décidé de se lancer dans l'aventure et de proposer un distributeur de boissons issues du commerce équitable, comme pour le

ils l'ont dit

"On a l'impression qu'on sert à quelque chose, mais il faudrait pouvoir être en contact avec les producteurs pour savoir davantage à quoi je sers"

Martha

"Nous ne voulons pas seulement être un magasin, mais aussi un lieu de sensibilisation"

Gerdana BORISAVLJEVIC, professeur accompagnateur du groupe d'élèves responsables du Magasin du monde

Magasin du monde. La gestion en est assurée par les élèves et supervisée par les enseignants. À la question de savoir si l'ensemble des partenaires de la communauté éducative étaient partie prenante, J.-M. BRUYNDONCKX répond par l'affirmative: "Pouvoir organisateur et parents étaient partenaires du projet «santé» et ont approuvé les choix opérés".

Mais, justement, de tels choix sont-ils faciles à assumer? "Il faut savoir ce qu'on veut, affirme le directeur. Ce n'est pas Oxfam qui nous a demandé de supprimer le coca, mais cela nous a paru logique, de même que le fait de servir des produits sains à la cantine et de privilégier l'usage de bouteilles consignées plutôt que de cannettes. Si l'on s'en tient à la seule question financière, c'est sûr que ce choix a un prix. Nous allons perdre environ 2.500€ par an, ce n'est pas rien, mais le jeu en vaut la chandelle. La culture de l'école nous a beaucoup aidés à prendre cette décision. Nous nous sommes toujours méfiés de ce qui pouvait conditionner les élèves". Et les demandes extérieures ne manquent pas. Les propositions de sponsoring sont incessantes: cela va des shorts de gymnastique aux journaux de classe, en passant par l'écraseur de cannettes, le distributeur de produits frais d'une marque bien connue ou encore, les abonnements à toutes sortes de journaux et revues. "Pour résister à toutes ces sirènes, il faut vraiment le vouloir, et je comprends que certains de mes collègues directeurs soient tentés d'y céder. Nous avons fait un autre choix...". ■

MARIE-NOËLLE LOVENFOSSE

FORMATION D'ADULTES

Une promotion qui se veut très sociale

N'est-il pas particulièrement difficile de "résister" dans l'enseignement de promotion sociale? Outre la concurrence à soutenir avec d'autres organes de formation, ne se doit-il pas de répondre à la fois aux attentes des personnes qu'il forme et aux demandes ciblées des employeurs? Si, bien sûr, mais pas seulement - et pas n'importe comment -, nous ont en substance répondu les deux directeurs interrogés. Explications...

Pour **Joseph PIRSON**¹, s'il est vrai que cette question de la "résistance" se pose aujourd'hui à l'enseignement dans son ensemble, elle s'adresse avec une acuité particulière à l'enseignement qualifiant. La promotion sociale est donc bien, elle aussi, concernée à plusieurs égards. Elle accueille principalement deux types de public: des personnes qui ont connu des parcours difficiles, jalonnés d'échecs et pour qui c'est un peu l'enseignement de la dernière chance, et des personnes en recherche de reconversion ou de qualifications complémentaires. Cela a-t-il des conséquences sur la manière d'envisager les formations proposées? Pour nos deux directeurs, la promotion sociale ne peut pas se contenter de répondre purement et simplement aux demandes précises des milieux professionnels, d'autant plus que celles-ci sont pour le moins changeantes. "Nous refusons le rôle de sous-traitant auquel d'aucuns auraient tendance à nous réduire. Nous tenons à une formation au sens large, qui permette de construire des capacités fortes sans être socialement neutre", explique J. PIRSON.

EN PRATIQUE

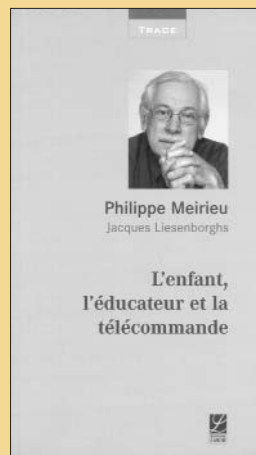
"Nous sommes particulièrement attentifs à l'accueil et à l'accompagnement des personnes en formation. Notre credo? Être efficaces dans nos formations et garder le souci de justice et de justesse vis-à-

vis de nos étudiants, en nous adaptant à chaque parcours, en voyant avec chacun comment on peut l'aider là où il en est". On imagine bien alors que, dans un tel contexte, le choix des enseignants ait toute son importance. "Quand j'engage un enseignant, confirme J. PIRSON, j'essaie de m'assurer qu'il sera soucieux de la dimension éthique. C'est bien d'être compétent, mais il faut aussi penser à ce qu'on fait et à pourquoi on le fait. Si nous organisons, par exemple, une formation en tourisme, il est indispensable d'insister sur la déontologie de la profession et de s'interroger sur la manière d'envisager le tourisme dans le respect des personnes et de l'environnement. C'est dans ce cadre que nous avons monté un projet avec *Entraide et Fraternité contre le tourisme sexuel*". Et son collègue **Stéphane HEUGENS**² de renchérir: "Il ne faut pas oublier l'aspect «espace social» de l'enseignement de promotion sociale. On n'acquiert pas des savoirs ou des comportements seul dans son coin. Il existe aussi une dimension collective, qui a toute son importance". Et il conclut: "(Re)mettre l'humain au centre des préoccupations reste un défi de taille, mais il nous semble primordial de continuer à le relever". ■

MARIE-NOËLLE LOVENFOSSE

1. Directeur de l'Institut Libre de Formation Permanente (ILFoP), Namur
2. Directeur du Centre d'Enseignement Supérieur pour Adultes (CESA), Roux

en guise de conclusion



Parmi vos contradicteurs, on trouve aussi les représentants des entreprises qui regrettent amèrement que l'École ne leur fournisse pas des jeunes "prêts à l'emploi"...

Effectivement, les entreprises prônent un pilotage de l'École par l'emploi. Or, autant je suis prêt à accepter de travailler avec les entreprises à une meilleure orientation professionnelle des jeunes, autant je refuse d'inféoder le projet de l'École à la logique économique. Car, pour moi, la finalité première de l'École, c'est la construction d'une société démocratique où les sujets peuvent, à la fois, s'émanciper de toutes les formes d'oppression et s'associer librement. Cette finalité est en amont de toute économie "à hauteur d'homme". Elle ne peut donc être sacrifiée à des intérêts économiques, quels qu'ils soient.

D'ailleurs, même en termes strictement économiques, le pilotage de l'École par l'emploi est une erreur: les pays qui l'ont tenté se sont vite aperçus que, d'une part, les emplois évoluaient plus vite que les formations calibrées pour eux et que, d'autre part, les individus qui rentraient dans l'entreprise à partir de besoins précis et à un niveau de qualification trop faible se trouvaient au chômage après quelques années... C'est "la ruse de l'École": elle favorise, in fine, les systèmes économiques qui sollicitent l'homme dans ce qu'il a de plus libre et créateur, l'homme émancipé et solidaire. Je m'inquiète que le patronat ne l'ait pas encore compris et s'obstine dans une idéologie aussi périlleuse pour la démocratie que sans véritable intérêt pour ses entreprises...

PHILIPPE MEIRIEU
JACQUES LIESENBORGHS

L'enfant, l'éducateur et la télécommande, Labor, 2005